



Rue J.B Baillière - 60000 Beauvais

☎ 03.44.48.31.29

@ 60@se-unsa.org



DECLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION AU CTSD DU 29 JUIN 2021

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames Messieurs les membres du CTSD,

Cette année n'aura épargné aucun personnel de notre grande maison, qui ne tourne, au final, que par le grand dévouement comme par le grand professionnalisme des agents du service public d'éducation.

L'UNSA Education tient à saluer et à mettre en exergue ce travail de qualité fourni par les enseignants et les administratifs et ce, dans des conditions parfois insoutenables.

«On est prêt!» n'a cessé de répéter notre ministre de tutelle. Force est de constater qu'on n'était pas prêt du tout.

Chacun a improvisé et s'est adapté, juste parce que l'esprit de l'Ecole de la République anime chaque enseignant, certes, mais anime aussi chaque administratif, chaque ATSEM, chaque AESH.

L'UNSA Education veut pointer ici un écart important entre le discours public ambitieux et la réalité vécue par les personnels. Quand publiquement on annonce une révolution quant à la personnalisation de la gestion de chaque agent pour une meilleure qualité de vie au travail et un système plus performant, on pressure en interne les différents échelons de notre ministère pour une mise en œuvre immédiate, sans moyens supplémentaires et sans accompagnement des collectifs comme des individus en charge de mettre en œuvre cette évolution.

La volonté du Ministre de moderniser le système comme le dialogue social selon sa feuille de route, dont lui seul possède la légende, se traduit dans les faits par un constat alarmant.

L'UNSA Education voit s'installer une RH plus opaque, plus virtuelle, plus anonyme et plus différée au regard de l'urgence des besoins. Jamais les personnels ne se sont sentis aussi peu informés, isolés face à la complexité de leur institution et par conséquent déconsidérés.



CTSD - mardi 29 juin 2021



Nous revendiquons le retour à un dialogue social plus étroit : la loi Fonction Publique ne vous interdit pas d'organiser des groupes de travail, de nous donner des éléments anonymés sur les dispositifs de gestion des carrières. Il n'est pas utile d'attendre le bilan social du rectorat pour nous donner des éléments, ceux-ci sont d'ailleurs prévus dans les lignes directrices de gestion.

A force d'efforts, les troupes s'épuisent et dans les écoles, enseignantes et enseignants comme directrices et directeurs comptent les jours et même parfois les heures avant les congés d'été.

Pourquoi en sommes-nous là? Le Covid n'y est pas pour rien.

Mais le Covid n'a fait que mettre en exergue un état du remplacement plus que défaillant. De moins en moins de moyens y sont consacrés depuis ces dernières années.

Même les parents ne sont pas dupes et se mobilisent pour dénoncer cette évidence. Ce choix politique a largement été dénoncé par l'UNSA Education au fil des années.

Pourtant, le remplacement est essentiel. Il impacte directement sur les conditions de travail des usagers, les élèves qui ne reçoivent pas ce que la nation leur doit et les parents qui doivent chercher des solutions alternatives pour la prise en charge de leurs enfants.

Il impacte les conditions de travail des enseignants qui se retrouvent dans des classes surchargées en attendant l'arrivée d'un éventuel remplaçant quand l'équipe de circonscription arrive à faire un miracle.

Il impacte les conditions de travail des directrices et directeurs et en particulier celles et ceux des écoles de 1 à 3 classes qui ne bénéficient pas des jours de décharge pourtant statutaires, les moyens dédiés étant utilisés pour panser l'hémorragie de personnels.

Vous souhaitez réorganiser et centraliser la gestion des remplaçants pour optimiser les moyens. Mais gérer la pénurie n'a jamais fait gagner en qualité. Par contre, les conditions de travail, elles s'en trouveront impactées négativement.

L'école inclusive a été l'oubliée de cette année.

Quelle vision des AESH avons-nous eu lors de cette crise et de cette année si particulière? Parfois oubliés pour les masques, pas prioritaires pour les auto-tests. L'aide précieuse apportée par ces collègues n'a même pas été reconnue à l'occasion du Grenelle. L'Inclusion est une priorité. On ne cesse de nous le rappeler. L'UNSA EDUCATION y est favorable.

Toutefois, pendant cette crise :

- Quelles ont été les consignes pour l'inclusion des élèves d'ULIS ? Et au-delà :
- Quelles solutions sont apportées aux élèves « perturbateurs » et aux équipes qui tentent au mieux et avec pugnacité de répondre aux besoins particuliers de ces élèves ?
- Quelles sont les moyens et solutions apportés aux équipes qui explosent ?
- Quelles sont les solutions pensées pour les autres élèves qui sont parfois en souffrance et subissent au quotidien ces situations, perdent leurs repères quand ils font face à des enseignants bafoués dans leur autorité ?

- Quelle image donne-t-on aux familles qui attendent de l'Education nationale des réponses concrètes à ces situations ?
- Quid des réseaux exsangues et du manque de psychologues scolaires?

La rentrée prochaine se fera après 18 mois de crise sanitaire, où ont alterné, périodes d'enseignement à distance, périodes d'enseignement hybride, et périodes en « présentiel ». Pour tous, de la maternelle au lycée, les situations d'enseignement ont été contraintes par les mesures sanitaires : limitation des interactions, non-brassage des groupes, périodes de suspension de l'inclusion des élèves en situation de handicap, port du masque à partir de 6 ans, accès fermé à certaines infrastructures pour l'EPS, abandon de projets avec sorties, réduction des périodes de stage ou formation en milieu professionnel...

Toutes ces contraintes pèseront sur la scolarité, sur les parcours scolaires des élèves. S'y ajoutent celles partagées par toute la société, conséquences économiques et conséquences psychologiques.

Les défis pédagogiques et éducatifs à relever par des personnels fortement éprouvés sont considérables.

Le SE-Unsa avait déjà dénoncé le budget 2021 adopté en décembre dernier. Il dénonce toujours la suppression de 1887 postes d'enseignants, notamment dans le 2d degré. Ce n'est pas leur compensation par des heures supplémentaires, ni le recours à la mise en responsabilité directe d'étudiants en alternance dans le 1er comme dans le 2d degré qui peuvent résoudre l'insuffisance des moyens.

Au niveau des moyens financiers, le Département de l'Oise a annoncé que le gel hydroalcoolique ne sera plus dans le catalogue des produits d'entretien à l'attention des Collèges. Si les établissements souhaitent en acheter, ils doivent utiliser leur fond de réserve. « Demander à l'État de prendre en charge » dicit le Département. Comment une collectivité peut-elle se désengager dans une période comme celle-ci ?

Lors de ce CTSD, nous allons procéder aux « ajustements » de carte scolaire. Clairement, on ne devrait pas « ajuster » la carte scolaire ... mais plutôt l'abonder, la travailler avec les équipes d'écoles, les élus ... plutôt que de la voir comme une logique comptable qui paraît parfois implacable.

L'UNSA Éducation demande une nouvelle fois une réelle prise en compte des besoins du terrain. Ces besoins sont connus des services. C'est bien la question de la dotation qui se pose.

Pour réussir à dépasser les conséquences de la crise sanitaire et garantir au Service public d'éducation les moyens d'agir, l'UNSA Éducation demande que des moyens budgétaires supplémentaires soient mobilisés. Non seulement, il est encore temps, mais il s'agit d'une obligation morale pour le Gouvernement et le Parlement.

Nous vous remercions de votre attention.

La délégation UNSA Education.